

CORONAVIRUS, L'IMPROBABLE AGENDA POLITIQUE QUI CHANGE TOUT !

**Christian NDOMBO
MOLEKA,**

Politologue
prospectiviste ;
Apprenant DES à
l'UNIKIN.

Analyste-consultant et
Coordonnateur national
de la Dynamique des
politologues de la
RD Congo (DYPOL)
Christianmoleka@
gmail.com

S'il y a un des sujets qui marquera bel et bien politiquement l'année 2020, ce sera sans doute la pandémie du Covid-19. Bien malin celui qui, en début d'année, aurait prédit l'incidence de celle-ci dans notre écosystème politique, sur notre budget, sur l'action sociale du président de la République ; bref, sur toutes notre société. Le covid 19 s'est imposé dans l'agenda politique, bouleversant tous les scenarii et futuribles centrés sur la rentrée parlementaire de mars que d'aucuns jugeaient fort agitée. Bien plus qu'un simple chambardement conjoncturel, cette pandémie aura assurément le mérite de nous remettre en question profondément quant à nos certitudes sur notre gouvernance, sur l'État de lieu réel, sans fard ni masques, de nos priorités nationales, de nos systèmes de santé, sur la solidarité internationale et la globalisation, sur le triomphalisme libéral et la fin des territoires.

Dans le cadre de cet article, nous nous sommes spécifiquement interrogé sur l'incidence du covid 19 dans l'action du président de la République et sur notre environnement sociopolitique. Puis, nous tenterons enfin d'esquisser quelques évolutions auxquelles cette pandémie nous astreint.

1. Covid 19 et le président Félix Antoine Tshisekedi

Se prononçant sur ce que sera 2020 lors de son discours sur l'état de la nation, le 13 décembre 2019, le Président de la République déclarait : *« l'année qui s'ouvre sera le témoin de la reprise de la collaboration avec nos partenaires traditionnels, l'arrivée massive des investissements étrangers, résultats de nos récents*

déplacements² ». Et le Président de renchérir comme pour montrer sa foi en cette promesse : « *le peuple d'abord est la boussole de notre action et la mesure de notre détermination ... c'est à l'aune de sa satisfaction (c'est-à-dire du peuple) que notre action aura du sens* ».

2020 devrait donc s'inscrire comme une année du social où les actions publiques devraient être orientées vers « *l'octroi de satisfaction* » au bénéfice de la population collective.

Et si les nombreuses promesses du Président de la République, depuis son accession à la magistrature, auraient elles-mêmes suffi à susciter des nombreuses attentes populaires, le contexte particulier de sa mandature exacerbe davantage l'attente et l'attention des citoyens quant à son bilan.

En effet, porté par un parti qui s'était longuement confiné dans l'opposition et qui, en conséquence, avait radicalisé son langage politique pour « surenchérir les espérances à faire naître » et souligner les mécontentements susceptibles « d'affaiblir » les différents gouvernements qu'il a combattus, et succédant à un régime de Joseph Kabila à l'usure et plus à même de se remettre en question, le Président Félix Antoine Tshisekedi se sait obligé de réduire « *l'écart entre les perspectives négatives de la situation et les espérances d'amélioration considérées comme légitimes* ».

Pourtant, la politique est un champ dynamique, et comme le dit si bien Edgar Morin, « *le propre de l'avenir c'est qu'il est inconnu et comporte sa part d'inattendu, de création et de destruction* ».

À toutes ces situations déjà complexes est venu se greffer l'inattendu, le covid-19. Pandémie et crise sanitaire mondiale que moult analystes n'ont pu prévenir, le coronavirus est venu rabattre toutes les cartes. Non seulement elles ont freiné le commerce et la croissance économique mondiale, les perspectives de croissance mondiale 2020 se situant aujourd'hui à 1.5³ pour cent contre 3 auparavant, les mesures Covid-19 de restrictions à la circulation des personnes, de biens et des denrées, de confinement auront aussi pour conséquences des pertes des recettes, un PIB plus faible et un accroissement du déficit public consécutive à l'augmentation des charges publiques liée à la riposte au Covid-19.

S'il faut ajouter à ce tableau sombre la réduction prévisible des IDE (investissement direct étranger) et d'aides bilatérales, les perspectives d'une arrivée massive des investissements semblent de plus en plus hypothétiques.

2 Allocution du président de la république sur l'État de la Nation devant le parlement réuni en congrès du vendredi 13 décembre 2019. Tiré sur www.matininfos.net le 08 avril 2020.

3 Perspectives économiques de l'OCDE, rapport intermédiaire de Mars 2020.

« Gouverner c'est décevoir »

L'une des règles de sagesse en politique dit-on c'est que « les présidents sont élus pour faire tout le contraire de ce qu'ils ont promis ». Il y a lieu de se demander si le coronavirus ne constituerait pas, bien malgré lui, un tournant et une opportunité pour le Président de la République. Car, si le paradigme de départ de son mandat se fondait sur une mobilisation de l'IDE et de l'aide publique extérieure ou encore de l'aide multilatérale, la crise économique qui prendrait le relai de la crise sanitaire devrait conduire à un retournement stratégique plus que réaliste.

L'autre règle de sagesse que nous enseigne une seconde maxime c'est que « *les Présidents font l'histoire mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font* ». Le Coronavirus peut être perçu comme un temps d'arrêt sinon un moment-charnière de réévaluation de l'action présidentielle sinon de sa réorientation ; une sorte d'*incrémentalisme* qui romprait avec les promesses de changement radical et de rupture. Les poids des contraintes exogènes comme les bourrasques des tempêtes en mer ayant le mérite de faire changer le cap des objectifs des navires, voire des ports d'attaches.

Quoiqu'il en soit, c'est maintenant que le Président de la République devrait développer une intelligence des situations, opérer des choix décisifs, à quelques deux années d'actions qui lui restent, la dernière année d'un mandat étant celle où les critiques deviennent les plus hostiles et l'action politique plus impuissante.

2. Le covid et la crise politique et socio-économique

La crise du covid 19, en dehors d'infléchir l'action du président de la République, exacerbe autant les vulnérabilités politiques, sociales et économiques.

D'un **point de vue politique**, la crise du Covid-19, comme l'affirme Dani Rodrik*, « *amplifie les caractéristiques dominants de chaque nation, intensifiant et consolidant les tendances existantes*⁴ ». En République démocratique du Congo, cette hypothèse se vérifie également. En effet, la crise du Covid 19 a révélé et amplifié la fragilité de la coalition FCC-CACH. Elle a servi de terrain sinon de prétexte de confrontation entre « les deux majorités » autour notamment de la légalité de la proclamation de l'État d'urgence. Et quand bien même l'arrêt de la cour constitutionnelle a dégonflé ce qui semblait de plus en plus se présenter comme un congrès de tous les enjeux et de tous les dangers, cet énième épisode de passe d'armes médiatiques révèle par ailleurs une des caractéristiques fondamentales de l'élite politique congolaise, celle d'une élite bien plus apte à ses jeux de

*Dani Rodrik est professeur d'économie politique internationale à l'université d'Harvard.

4 Dani RODRIK, *le Covid 19, une Crise qui ne va rien changer* » chronique publiée dans l'échos du 07 avril 2020 à 6 heures 07, tiré sur internet le 26 avril 2020.

pouvoirs et de ces prébendes autant qu'elle s'est avérée incapable à répondre aux besoins de ses concitoyens.

L'autre tendance lourde que semble révéler le covid 19 est le désenchantement, chaque jour grandissant, des gouvernés vis-à-vis des gouvernants manifesté par une grande méfiance et une dévaluation de la parole publique des gouvernants.

D'un **point de vue socio économique**, le Covid-19 renforce également les vulnérabilités économiques. Estimée à près de 70%⁵, l'incidence de la pauvreté en République démocratique du Congo concernait déjà la grande majorité de la population et se situait à un niveau supérieur de la sous région, le Burundi se situant par exemple à 36,4%, le Rwanda à 60,3% et l'Ouganda à 37,7%.

À cause de cette pandémie, la fragilité de la population congolaise va ainsi s'aggraver. L'économie congolaise perd chaque jour davantage ces points de croissance en raison de la crise du Covid-19. Alors que les perspectives de croissance étaient établies préalablement à 4,6% en début d'année 2020, la République démocratique du Congo pourrait chuter désormais jusqu'à 1,1%⁶. Et quoique, lors de sa réunion conjoncturelle économique du vendredi 13 mars 2020, le gouvernement, par le biais de son vice premier ministre et Ministre de budget, Jean Baudouin Mayo, ait tenté de peindre un tableau optimiste avec un ralentissement faible, soit une perte de 0,5% de croissance uniquement⁷, le pays risquerait de plonger en récession si ce choc se prolongeait au delà de juin de 2020 !

Face à ce tableau pessimiste, l'impact de la crise du COVID 19 sur la population pourrait être sans précédent : dépréciation du pouvoir d'achat de suite de l'inflation et aggravation de la pauvreté, perte d'emplois, hausse de chômage et précarité, recrudescence de la petite criminalité et banditisme, etc.

3. Quelles perspectives après le Covid 19 ?

À Toute chose malheur est bon, dit-on. Cette maxime tombe à point nommé en République démocratique du Congo en ce moment de grande épreuve. Alors qu'on ne devrait nullement se réjouir d'un tel drame qui sème pleurs et désolations, que l'on devrait s'inquiéter de la banalisation des statistiques morbides qui cachent devant l'abstraction des chiffres des vies qui s'arrêtent, la disparition des proches, parents, conjoints, amis, la perte des talents et des génies, cette pandémie de coronavirus a eu le

5 Claudine TSHIMANGA MBUYI, *Évolution de la pauvreté en république démocratique du Congo*, in conjonctures congolaises chroniques et analyses de la rd Congo en 2011, paris, l'harmattan, 2012, PP.143-169.

6 Elie MBOYO, *La RDC table sur une chute libre de 4,6% à 1,1% en 2020*, in Zoomeco.net / à la -une/ rdc du 05 avril 2020.

7 Déclaration publiée sur www.Financialafrik.com du 24 mars 2020.

mérite de nous rappeler tout cru « les bonnes vérités » que nous faisons sembler, dans notre inconscience collective, d'éluder. Corona virus nous place tel un miroir devant nos propres évidences, notre triste nudité d'un pays « colosse au pied d'argile » et il nous revient en toute humilité de tirer les conséquences de notre inconséquence depuis plus de 60 ans !

À défaut d'être exhaustif, nous avons retenu quelques 6 leçons que nous avons jugées prioritaires :

- **De la nécessité d'améliorer le pouvoir d'achat des congolais !**

Alors que le confinement général semble être la solution la plus efficace pour rompre la chaîne de contagion, le gouvernement de la République semble hésiter à lever cette option, conscient bien évidemment de la vulnérabilité et de la précarité du Congolais lambda. Le dilemme paraît digne de sciences fictions : « ***se confiner pour vaincre la pandémie et mourir de faim*** ». Sans doute que l'instinct de survie mènerait d'aucuns à violer les consignes de sécurité et le confinement dans ce cadre-là ne servirait à pas grand-chose. Il est d'une nécessité impérieuse que les décideurs réfléchissent à notre modèle de croissance. L'amélioration du pouvoir d'achat est également un levier de la croissance parce qu'il permet de tirer la productivité. Et le plan national stratégique pour le développement (PNSD) l'avait bien compris en inscrivant à l'horizon 2035 le relèvement du revenu national par habitant à 2000 USD dollars par habitant.

- **De la nécessité d'inscrire la relance agricole comme priorité des priorités !**

Économie extravertie et important presque tout, la République démocratique du Congo subit à ce jour les conséquences du ralentissement de l'économie mondiale. Et bien plus encore, notre système d'approvisionnement alimentaire reposant essentiellement sur l'importation est à ce jour menacé parce que nous dépendons de tout sauf de nous-mêmes. Et pourtant ! Et pourtant, le pays dispose de plus de 75 millions d'hectares susceptibles de contribuer au développement agricole ! Qu'à ce jour à peine quelques 8 millions d'hectares, c'est-à-dire moins de 10 pour cent sont en exploitation alors que l'agriculture occupe plus de 50 pour cent de la population mais ne contribue qu'à au moins 30 pourcent du PIB. L'objectif prioritaire devrait être l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire de la population et la substitution des importations par la relance des filières riz, maïs, etc. Ce qui aurait entre autres mérites également d'arrêter avec l'exportation des devises et d'équilibrer notre balance de paiement.

- **De la nécessité de revisiter totalement notre système sanitaire !**

Plateaux techniques défailants, infrastructures insignifiantes, médecins mal payés. Tel est tableau alarmant de notre système de santé sur lequel

nous nous appuyons tous pour combattre la pandémie. Et parmi ses médecins que nous voulons dévoués pour garantir notre santé collective, près de 8 mille jeunes médecins qui prestent sont non bénéficiaires des primes gouvernementaux ! De la recherche, nous ne dirons rien parce qu'il n'y a rien à dire !

- **De la nécessité d'améliorer la gouvernance !**

1, 8 millions de dollars américains. Ce montant résume tout. Comment peut-on espérer la prise en charge des contaminés, la communication multisectorielle et vectorielle, l'équipement des infrastructures avec cet enveloppe ! Une gestion plus saine des finances publiques, plus orthodoxes des faibles moyens de l'État et un rééquilibrage des dépenses publiques, trop portées vers les dépenses institutionnelles, nous auraient épargné cette triste situation. Et s'il faut ajouter à cela l'épineuse question de la qualité des ressources humaines, le choix judicieux des animateurs qui devraient privilégier les mérites et les compétences plutôt que le clientélisme et le militantisme qui nous a montré toutes ses limites, la question de « *l'alternance de gouvernance* » est la clé de voute du développement et le vrai chantier que nos décideurs devraient prendre à bras le corps.

- **De la nécessité du E-gouvernement !**

À gouvernement paralysé, pays paralysé. La pandémie du coronavirus ne va pas seulement confiner le peuple mais également le gouvernement. La distanciation sociale et le rassemblement à moins de 20 s'en prend à notre appareil étatique totalement dépourvu des projections technologiques (vidéo conférences, e-gouvernement). Dans un monde où l'économie se dématérialise et que tout se numérise, le pays est demeuré à la traîne, ayant raté le train du postmodernisme. Nous avons conservé la vieille méthode de la paperasse coloniale. Les services publics, fiscaux, éducatifs sont donc contraints de migrer à pas de charge !

- **De la nécessité de renforcer l'intégration africaine !**

Enfin, cette pandémie nous a rappelé que le monde était désormais un petit village sans frontières, que les solutions aux grands enjeux dépassaient les limites étroites de la souveraineté des nations, que les grands ensembles favorisaient une solidarité agissante, et que mutualiser les ressources était désormais le chemin à emprunter. Il nous faut donc plus d'intégration africaine. Puisse le président Félix Tshisekedi Tshilombo, qui prendra prochainement les rennes de l'union africaine, s'impliquer à cette fin. En réussissant déjà pour le Congo le défi de la Zone de libre-échange Continentale. ■